

M. DIEFENBAKER: Elle est tout à fait légitime.

L'hon. M. ABBOTT: Vous cherchez à éluder la question.

M. DIEFENBAKER: Le ministre de la Défense nationale dit que nous cherchons à éluder la question. Qu'il me permette de lui indiquer l'attitude du présent gouvernement comme en fait foi la réponse donnée par le très honorable ministre de la Reconstruction (M. Howe) le 19 novembre 1945.

L'honorable député de Muskoka-Ontario (M. Macdonnell) avait signalé qu'on pourrait épargner un million de dollars sur les frais d'administration qui s'établissaient à 7 millions. Quelle a été la réponse du très honorable ministre de la Reconstruction? Était-ce une remarque fortuite? Non, il a révélé la doctrine du Gouvernement lorsqu'il a répondu, comme en font foi les *Débats* à la page 2339, ce qui suit:

Je crois que l'honorable député pourrait retrancher un million de ce montant, sans que cela constitue une somme importante à l'égard du bill des crédits de guerre.

Voilà la philosophie du Gouvernement, sa psychologie.

L'autre jour encore, lorsqu'on s'élevait contre le relèvement des frais d'impression portés de \$700,000 à 2 millions, mon honorable ami le secrétaire d'Etat (M. Martin) répondit: "Oh! il s'agit d'une sorte de petite caisse."

L'hon. M. MARTIN: Je tiens à signaler que le projet de loi ne visait aucune dépense. Il ne comportait absolument aucun décaissement.

M. DIEFENBAKER: Oh! simple demande d'un chèque en blanc de deux millions! Menue monnaie!

L'hon. M. MARTIN: J'invoque le Règlement. Je suis certain que l'honorable député veut être juste.

M. DIEFENBAKER: Certainement.

L'hon. M. MARTIN: Il le veut toujours.

M. DIEFENBAKER: Oui.

L'hon. M. ABBOTT: Le croyez-vous?

L'hon. M. MARTIN: Dans ce projet de loi, je ne demandais pas un chèque en blanc. Nous voulions tout simplement accorder à l'Imprimeur du Roi une certaine somme d'argent destinée à un fonds renouvelable. Cette somme ne représentait aucunement une dépense, mais plutôt une avance de fonds. Je suis certain que cette explication satisfera l'honorable député.

M. DIEFENBAKER: Je n'en disconviens pas. Cependant, c'est l'attitude qu'il a prise lorsque nous avons signalé qu'il s'agis-

sait d'une augmentation de \$700,000 à 2 millions. Il a semblé dire qu'il ne s'agissait que de menue monnaie.

Mon honorable ami dit la vérité; cela démontre l'attitude du Gouvernement.

Nous sommes d'avis que le cheval de Troie a pénétré dans le camp des Canadiens; le Gouvernement semble vouloir augmenter les dépenses sans les assujettir à la surveillance, bien que, de toutes parts au pays, on veuille qu'il les réduise. Il conserve toujours la même attitude qui est de dépenser, de dépenser toujours davantage.

Le très hon. M. ILSLEY: C'est l'attitude de l'opposition presque sans exception.

M. DIEFENBAKER: Je n'ai jamais rien préconisé de tel. Toujours j'ai demandé de restreindre les frais aux dépenses productives ou inévitables, les frais fixes par exemple.

L'hon. M. ABBOTT: Tâchez d'en convaincre les membres de votre parti.

M. DIEFENBAKER: Le ministre de la Défense nationale n'a sûrement pas entendu mes discours antérieurs.

L'hon. M. ABBOTT: J'en ai pourtant beaucoup entendu.

M. DIEFENBAKER: Et il se révèle impénitent. Il estime que la population canadienne doit continuer à payer, à payer sans cesse.

L'hon. M. ABBOTT: Non pas.

M. DIEFENBAKER: Quant à nous, nous soutenons que le moment est venu de restreindre les dépenses partout où la chose est possible. Personne n'oserait tout de même prétendre que les impôts contribuent à la prospérité du pays et à l'accroissement des recettes. Le maintien en période de paix des impôts du temps de guerre ne peut que nuire au commerce et anéantir les perspectives d'emplois au pays.

Ce n'est pas tout. Il réduit le niveau de vie de nos compatriotes à un point jusqu'ici inconnu au Canada.

Le très hon. M. ILSLEY: Il est plus élevé que jamais.

M. DIEFENBAKER: Je n'ai pas saisi.

Le très hon. M. ILSLEY: Le niveau de vie est actuellement plus élevé que jamais au Canada.

M. DIEFENBAKER: Alors que 650,000 Canadiens touchent annuellement moins de \$1,000! Car c'est bien le chiffre que l'honorable député d'Halifax (M. Isnor), nous a fourni l'autre soir, lorsqu'il nous a vanté les avantages mirobolants du présent exposé budgétaire. Si le chiffre de 650,000 est exact, il faut en